

24 novembre 2014

/ MENACES SUR EDF ET GDF SUEZ

FO ÉNERGIE ET MINES DEMANDE    RENCONTRER LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET APPELLE LES ÉLUS DE LA NATION    S'OPPOSER    CES MENACES

DILUTION DE LA PART DE L'ÉTAT POUR RÉPONDRE    BRUXELLES

Les annonces du Gouvernement selon lesquelles l'état vendrait pour 5 à 10 milliards d'euros d'actifs inquiètent au plus haut point les agents des groupes EDF et GDF Suez.

Ces mesures, totalement rejetées par FO car dangereuses pour le service public, sont actuellement discutées dans l'opacité la plus totale au niveau du Ministère de l'  conomie. Le ministre semble être plus enclin à écouter les banques-conseils qu'à rencontrer les organisations syndicales de salariés.

Cela est inacceptable ! Et c'est pourquoi nous demandons publiquement à rencontrer le ministre ou ses collaborateurs, ce que nous avons confirmé par courrier ce jour.

ALIGNEMENT DE LA GOUVERNANCE DES ENTREPRISES PUBLIQUES SUR LES ENTREPRISES PRIVÉES

Dans le même temps, une ordonnance du 20 août 2014 a réformé profondément la gouvernance des entreprises publiques. Elle a calé cette gouvernance sur le Code du Commerce, c'est-à-dire, les règles du secteur privé et a abrogé pour ces entreprises la loi de démocratisation du secteur public.

L   encore, il n'y a eu aucune concertation, pas même avec les Confédérations Syndicales de salariés. Qui plus est, cette ordonnance est déjà appliquée à EDF depuis l'Assemblé Générale des actionnaires du 21 novembre, alors même que le Parlement n'est pas encore saisi du projet de loi de ratification...

Pourtant, le Président de la République ne cesse de soutenir que la concertation est sa méthode de gouvernement. On le voit, le Gouvernement est en train de faire des entreprises publiques, des ersatz d'entreprises privées en catimini. Il dilapide et fragilise le patrimoine de la Nation, alors que tout le monde constate les dégâts encourus. Rappelez-vous les conséquences de la vente des autoroutes au privé.

FO énergie et Mines demande à tous les élus attachés au service public, quel que soit leur parti, de s'opposer à la ratification de cette ordonnance et à toute cession d'actifs.

Pour FO énergie et Mines, l'heure n'est pas à davantage de capitaux privés à EDF ou GDF Suez, ou à l'introduction de capitaux privés à RTE.

Elle n'est pas non plus à la banalisation des entreprises publiques, alors que les besoins sociaux n'ont jamais été aussi forts.

L'heure est au contraire au renforcement du service public au service des populations.

C'est ce que nous dirons avec la Confédération FO,
le 16 décembre ainsi qu'avec les personnels des IEG lors de la journée d'action
et de grève FO énergie et Mines et CGT Mines énergie, programm  e le 29 janvier 2015.